

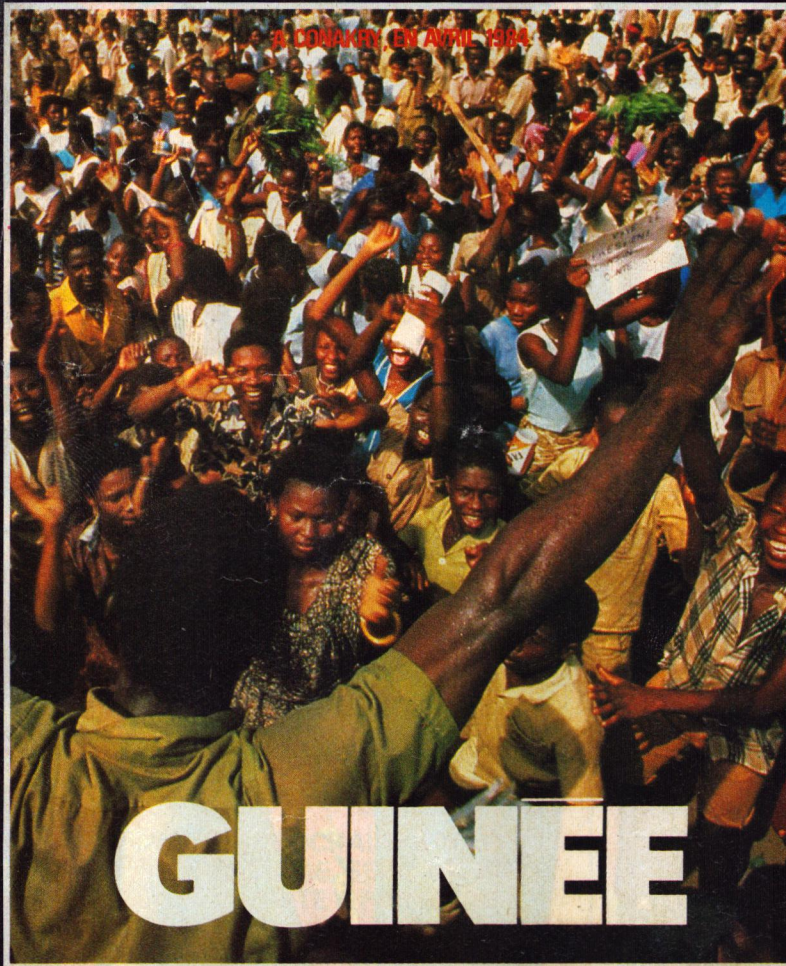
ECONOMIE

INTERVIEW



**LAMINE
FADIKA :**
"LA MER,
UNE CHANCE
POUR
L'AFRIQUE"

PÉTROLE :
DES RAFFINEURS
ARABES



GUINEE

L'ATTENTE DÉÇU

A la veille du premier anniversaire
du nouveau régime, le redressement
économique n'a pas encore été engagé.

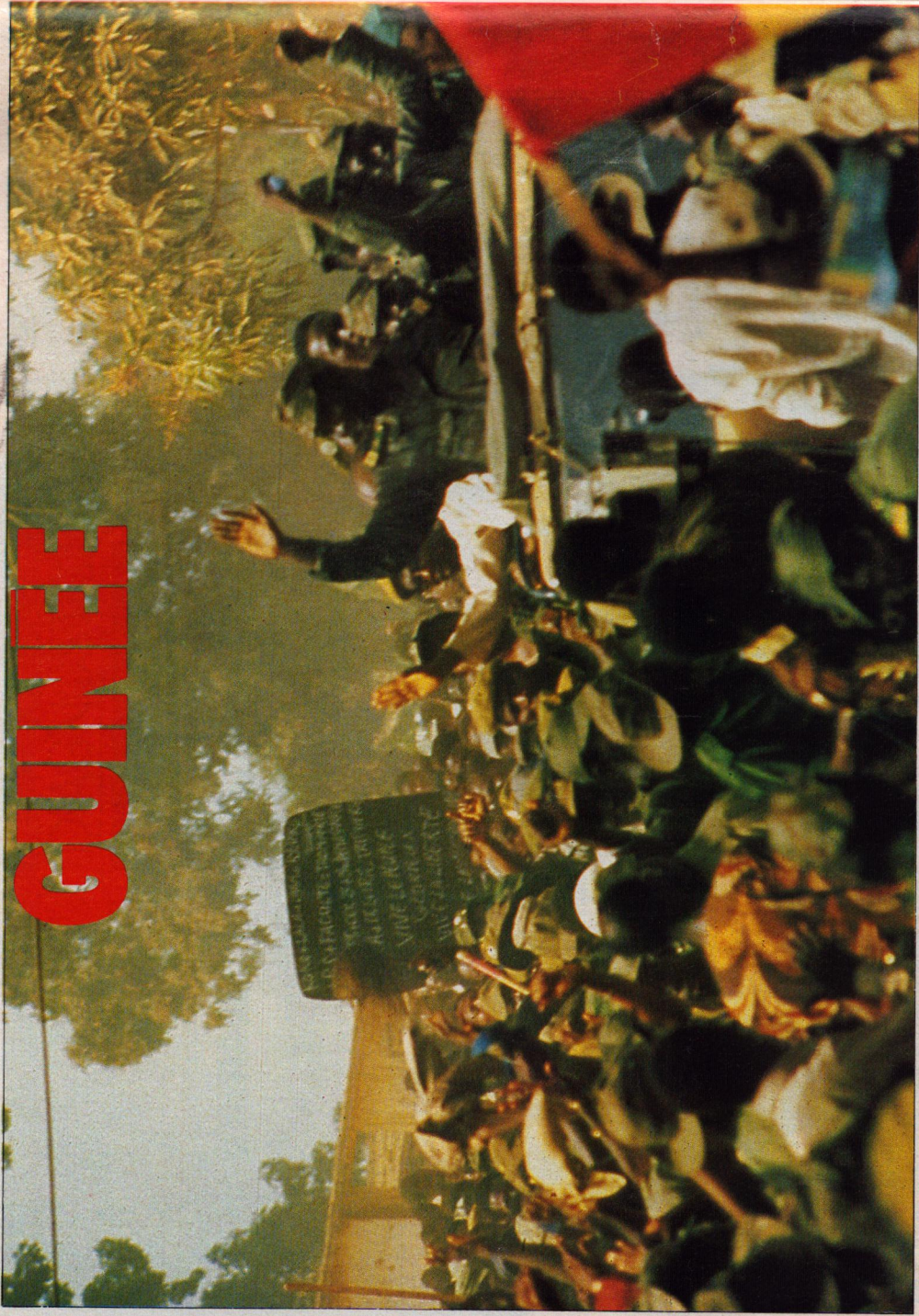
MAROC / FMI :
UN ACCORD
EN SOUPLESSE

TANZANIE :
FAILLITE
D'UN MODÈLE

BAD :
FRANCOPHONES
EN ORDRE
DISPERSÉ ?

FRANCE :
DES INDICES
QUI VOTENT

GUINEE



Malgré les promesses de redressement faites par les militaires au lendemain de leur arrivée au pouvoir, l'économie continue de stagner.

jeter sur les nouveaux maîtres du pays les carences de l'administration. En vérité, les agents de l'ancien régime, formés dans le moule desséchant de l'étatisme et de la bureaucratie, s'opposent plus ou moins ouvertement à une politique fondée sur le libéralisme économique et l'entreprise privée. Non pour des raisons idéologiques, mais pour ne pas perdre leurs privilèges. Ils tirent profit des positions qu'ils occupent dans l'appareil d'Etat et à la tête des entreprises publiques, en organisant parfois, artificiellement, la pénurie des produits de première nécessité (riz, sucre, farine, essence etc.) ; en acceptant des pots-de-vin ; en favorisant leurs parents et amis ; ou en trafiquant de mille et une manières avec les marchandises placées sous leur responsabilité.

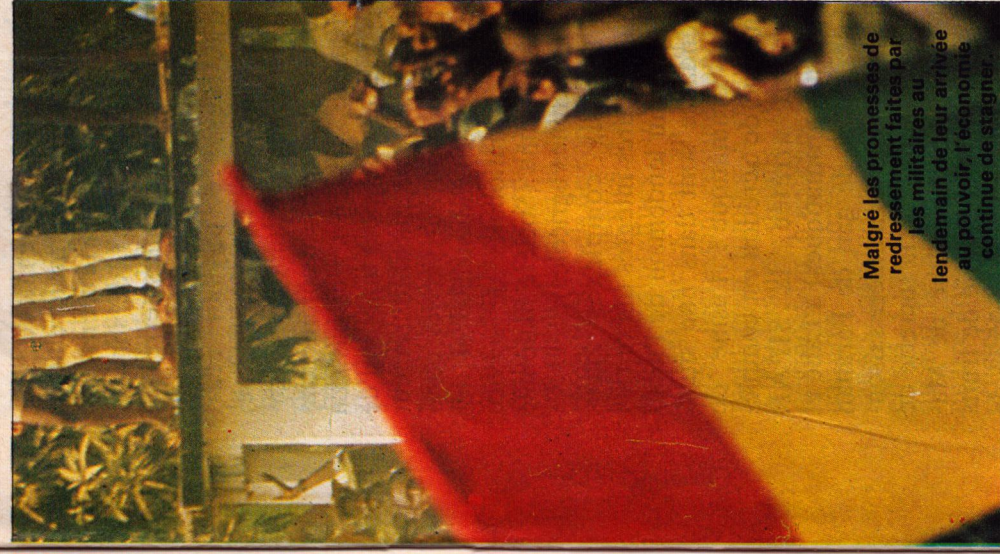
Pour sortir de cette situation catastrophique, les autorités n'ont pas tellement le choix. Elles doivent recourir à la chirurgie si elles veulent réellement extraire la tumeur qui gangrène l'économie guinéenne.

ATTENTE DÉCUE

Les options économiques libérales affichées par le régime issu du putsch d'avril 1984 ne sont pas encore traduites dans les faits.

De notre envoyé spécial Siradiou Diallo

Voici un an, le 3 avril 1984, l'armée guinéenne s'emparait du pouvoir. Juste une semaine, jour pour jour, après la mort du premier chef de l'Etat guinéen laissé derrière lui une situation économique désastreuse, marquée par l'effondrement de la production agricole, la désorganisation des circuits de distribution, l'échec de l'industrialisation et la pénurie des biens de première nécessité. Avec, pour corollaire, l'inflation, l'érosion de la monnaie nationale, le sily, le développement d'un immense marché noir et une corruption touchant à tous les échelons des responsables politiques et administratifs. Etant donné le bas niveau des salaires institué dans les sociétés d'Etat comme dans la fonction publique, tout le monde était obligé de se « débrouiller » pour survivre. Un an après, la situation ne s'est guère améliorée. Malgré les promesses de redressement rapide faites par les militaires au lendemain de leur accession au pouvoir, l'économie continue de stagner. D'abord parce que, en dépit de la bonne volonté de la nouvelle équipe dirigeante, l'héritage est si lourd qu'il ne peut se transformer du jour au



mentalité. C'est à cette condition seulement qu'on pourra promouvoir la politique d'assainissement souhaitée par le CMRN et conseillée par toutes les institutions internationales d'aide, à commencer par le FMI, dont les recommandations tardent, hélas ! à être appliquées. Pourtant, le gouvernement a beau tergiverser, il sera obligé un jour ou l'autre d'enfoncer le bistouri dans la plaie béante de l'économie et des finances.

Au moins
cinq années
difficiles

C'est-à-dire de dévaluer la monnaie ; de procéder à une coupe drastique dans les effectifs de la fonction publique ; de fermer les sociétés d'Etat déficitaires ; de pratiquer la vérité des prix et de réduire le train de vie de l'Etat et des administrations publiques. Parallèlement, les salaires misérables des fonctionnaires devraient être augmentés, tout en organisant la reconversion de la plupart d'entre eux dans le secteur privé. Il ne fait aucun doute que les Guinéens qui ont connu des périodes extrêmement dures, tragiques même, sont aujourd'hui disposés à se serrer la ceinture. A condition que le gouvernement explique le bien-fondé des mesures d'austérité, qu'il donne l'exemple en ne réservant pas la pilule amère à l'usage des seules populations. La Guinée aura au moins cinq années difficiles à passer. Mais, comme la Côte d'Ivoire, le Niger, le Togo, le Ghana, le Zaïre et bien d'autres pays qui ont eu à se soumettre, ces dernières années, aux lourdes prescriptions des médecins du FMI, elle peut espérer s'en sortir. ■

Il faudra
dévaluer
la monnaie

En clair, il faudra que le colonel Lansana Conté et ses amis écartent certains dignitaires de l'ancien régime tapis dans les rouages de l'Etat, des organismes paraétatiques et des sociétés d'Etat. Ou ces personnages continuent de faire du Sékou Touré sans Sékou Touré, en minant le terrain et les fondations du nouveau régime. Les mesures de redressement attendues passent non seulement par la fin de l'Etat-providence et des symboles qui s'y rattachent, mais aussi par l'éloignement des hommes qui incarnent cette



DES PROJETS, MAIS TOUT RESTE A FAIRE

Mamadou Alpha Barry

Venant de tous pays, hommes d'affaires, délégations commerciales, missions d'industriels se succèdent à Conakry. Le gouvernement guinéen leur réserve un accueil mitigé, sachant que parmi eux figurent nombre de profiteurs peu scrupuleux.

A ces chasseurs de contrats ou de marchés se mêlent des fonctionnaires internationaux dépêchés par les organisations spécialisées des Nations unies qui retiennent l'attention des autorités. Ces experts ont pour mission d'aider leurs homologues guinéens à élaborer le plan intermédiaire de redressement économique (PIRE — oh, paradoxe des sigles !). Un vaste programme de réformes dont le président Lansana Conté devait annoncer les principaux éléments le 3 avril, premier anniversaire de l'avènement au pouvoir du CMRN (Comité militaire de redressement national).

A l'issue de la mission à

Conakry du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), il a été décidé de lancer un plan intérimaire de redressement d'une durée de trois ans (1985-1987). A commencer par l'agriculture. D'où la mission pluridisciplinaire de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) dressant le bilan de ce secteur, ce qui a permis d'élaborer une stratégie à moyen terme.

Ce cadre d'action triennal préconise le désengagement de l'Etat du secteur rural conformément à la volonté des nouveaux dirigeants, affirmée lors de la première conférence nationale (25-29 mai 1984). La puissance publique se limitera au rôle d'arbitre des agents économiques privés. Mais tout en s'appuyant sur l'initiative individuelle, l'Etat devrait demeurer le maître d'œuvre principal de la politique agricole, notamment grâce au financement

et à l'assistance technique.

Soumis à des prélèvements draconiens (paiement de l'impôt en nature), de surcroît spolié des meilleures terres au profit des fermes d'Etat improductives, le paysan était contraint, sous l'ancien régime, à livrer ses produits aux organismes étatiques de commercialisation à des prix très bas. La politique avait pour ambition de constituer un puissant secteur public s'appuyant sur les complexes agro-industriels et les sociétés nationales de service telle Agrima (Société nationale de machines agricoles).

Les six complexes agro-alimentaires intégrés qui ont vu le jour au lendemain de l'indépendance sont dans une situation dramatique : l'usine de quinine de Sérédou est complètement arrêtée, la SIPAR (plantes aromatiques) à Labé et la fabrique de gari de Faranah fonctionnent de manière saisonnière ; tandis que la sucrerie de Koba. L'usine de thé de Mamanta et la conserverie de fruits de Salguidia tournent à 25 % de leur capacité de production.

La fermeture de certaines unités

Les unités agro-industrielles devant s'approvisionner auprès des fournisseurs privés connaissent un sort encore plus grave. Six d'entre elles (conserverie de Mamou, huileries de Dabola et de Kassa, fabrique de boissons hygiéniques de Foulaya-Kindia et usine de textile de Sanoya-Conakry) sont arrêtées depuis longtemps. L'usine de jus de fruits de Kankan, quant à elle, marche cahin-caha à 25 % voire à 30 %. Comble de dérision, l'usine de petit outillage agricole (USOA) de Mamou tourne à 1 % de sa capacité

pour fournir des produits de qualité médiocre.

La chape de plomb que l'Etat fait peser sur l'agriculture a conduit à un effondrement des exportations des produits de base. De 20 000 tonnes en 1961, la quantité de café commercialisée n'excède plus 2 000 tonnes depuis 1975. Pas de trace de banane dans les statistiques d'exportation depuis une décennie. Ici, ni la rupture avec la France, ni les exportations clandestines ne peuvent être incriminées, mais seulement les ravages causés par la cercosporiose dans les plantations et la carence des circuits officiels de commercialisation. Les ventes d'ananas se sont maintenues autour de 10 000 tonnes par an jusqu'en 1976, régressant ensuite rapidement pour tomber à moins de 1 000 tonnes depuis 1980. La dégradation n'épargne pas les cultures vivrières, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Conséquences : les prix du marché parallèle sont trois à quatre fois supérieurs aux prix officiels ; les importations annuelles de farine et de riz avoisinent aujourd'hui 38 000 et 95 000 tonnes respectivement.

Pour sortir du marasme, le plan d'action arrêté avec la FAO prévoit la restitution aux paysans des terres qui avaient été confisquées pour l'aménagement des fermes étatiques ou collectives. Il convient de réduire le nombre de facultés d'agriculture à huit (soit une par province), de regrouper en une seule entité tous les départements ministériels ayant trait au développement rural, de créer une Chambre d'agriculture pour améliorer l'assistance aux paysans.

Une relance sélective du secteur agro-industriel se traduira par la fermeture pure et simple de certaines unités et la recherche de partenaires privés pour les plus viables. Les grands

projets de culture mécanisée seront momentanément gelés. Des programmes de développement différenciés selon les conditions climatiques des quatre grandes régions naturelles sont également prévus.

Le secteur industriel connaît, en Guinée, un développement quasi-marginal. L'industrie manufacturière proprement dite fournit à peine 5 % du PIB (produit intérieur brut) et emploie quelque 8 000 salariés seulement. Elle n'en constitue pas moins un lourd fardeau pour les finances publiques. Le programme de réhabilitation préconisé par le FMI se traduira — s'il est mis en application — par un bouleversement du secteur public.

La réforme du système monétaire

A coup sûr, certains complexes industriels ne sauraient être sauvés. La Banque mondiale devrait fournir les moyens de financement nécessaires à la récupération des 70 entreprises (y compris les sociétés commerciales d'Etat) considérées comme viables. Le code des investissements promulgué le 3 octobre 1984 pourrait favoriser la participation du capital privé étranger au sauvetage de certaines industries.

Clef de voûte de l'économie, le secteur minier (18 % du PIB) fournit la quasi-totalité des recettes d'exportation (97 %) mais reste sous-exploité, eu égard aux énormes réserves disponibles. Mais avant de s'atteler aux grands projets, il y a lieu tout d'abord de pousser au maximum de leur capacité les usines de bauxite de Kindia et de Boké, ainsi que celle d'alumine de Friguia. Quant au projet d'Ayé-Koyé (nord-ouest

du pays), portant sur la fabrication d'alumine, après la réalisation de deux barrages hydroélectriques sur le fleuve Komkoré (à Souapiti et à Amaria), il reste à l'étude. De même, deux autres projets d'exploitation de bauxite, à Dabola et à Tougué, figurent au programme à long terme du gouvernement. La mise en valeur des gisements de minerai de fer de Nimba-Simandou est de son côté freinée (bien que certaines infrastructures aient déjà été réalisées), par l'importance des moyens financiers (près d'un milliard de dollars) à réunir.

Très démunie en infrastructures, la Guinée doit fournir de gros efforts dans ce domaine. Il s'agit notamment de refaire l'axe routier transguinéen, de réhabiliter le chemin de fer Conakry-Niger (600 km), de réaménager l'adduction d'eau et le réseau électrique de Conakry, de rénover les installations portuaires...

A tout cela s'ajoute la réforme du système monétaire et bancaire. Pour rompre avec la dualité du marché des changes (l'écart entre le cours officiel du syli et son taux par rapport au dollar sur le marché parallèle est de 1 à 10), une dévaluation est inévitable. Mais pour assumer le coût social d'une telle mesure, il est indispensable que les salaires du secteur public soient considérablement relevés. L'opération s'accompagnera d'une refonte du système bancaire comportant notamment l'ouverture du pays aux agences de certaines banques étrangères et la fermeture des établissements financiers accusant un trop lourd déficit.

Relancer l'économie guinéenne en panne est, on le voit, une tâche de longue haleine. Celle-ci réussira dans la mesure où les coûts sociaux du programme de redressement seront équitablement répartis. ■